



**l'Assurance
Maladie**
Agir ensemble, protéger chacun



ACCORD-CADRE 2025-05

**Bureau d'Etude Ventilation pour l'Aménagement de locaux pour l'UC-IRSA au sein
de la CPAM de La Manche**

Cahier des Clauses Particulières

Seul l'exemplaire de ce document détenu dans les archives du maître d'ouvrage ou de son mandataire fera foi

Pouvoir adjudicateur :

CPAM de la Manche

Philippe DECAEN

Montée du Bois André, 50012 Saint Lô cedex

Procédure établie en application :

Du code de la commande publique défini par l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique, et du décret 2018-1075 du 03 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, Du décret 2018-1225 du 24 décembre 2018 portant diverses mesures relatives aux contrats de la commande publique, des dispositions de l'arrêté du 19 juillet 2018, portant règlement sur les marchés des Organismes

Table des matières

Article 1.	Introduction	3
Article 2.	Présentation du mandataire du maitre d'ouvrage.....	3
Article 3.	Objet du marché	4
Article 4.	Présentation du projet.....	4
Article 5.	Étendue de la consultation	6
Article 6.	Pièces contractuelles.....	8
Article 7.	Périmètre de la mission	8
Article 8.	Réalisation de prestations similaires.....	12
Article 9.	Sous-traitance	12
Article 10.	Obligations du titulaire	13
Article 11.	Modalités de règlement des comptes	13
Article 12.	Engagement sur cout des travaux	17
Article 13.	Assistance due par le titulaire du marche	18
Article 14.	Achèvement des prestations ou missions.....	18
Article 15.	Assurances.....	18
Article 16.	Résiliation.....	19
Article 17.	Règlementation et textes applicables	19
Article 18.	Planning, langue	19
Article 19.	Developpement durable	20
Article 20.	Confidentialité	20
Article 21.	Protection des données personnelles	20
Article 22.	Archivage	21
Article 23.	Différends et litiges	22
Article 24.	Dérogations au CCAG applicable.....	22

Article 1. Introduction

Dans le cadre de sa politique immobilière, l'UC-IRSA souhaite, lorsque les locaux le permettent, intégrer ses centres d'exams de Santé au sein des CPAM. La politique d'intégration s'inscrit dans le cadre des grands axes de la politique d'entreprise fondée sur le double objectif de meilleurs services aux assurés sociaux et d'efficience de la gestion. La CPAM de la Manche a la possibilité d'intégrer les activités de l'UC-IRSA de Saint-Lô au sein de son site situé dans la même commune.

Ce projet est porté au niveau national et l'intégration doit se finaliser pour fin mars 2027.

La CPAM de la Manche a délégué sa mission de maître d'ouvrage à l'UC-IRSA, le mandat précisant les attributions confiées est annexé au présent document.

Le PRECI (« Pôle Régional d'Expertise et de Conseil en Immobilier ») a été sollicité dans le cadre de la réalisation de la Maitrise d'œuvre de ce projet, mais n'ayant pas la compétence nécessaire pour la partie relative à la Ventilation, la CPAM de la Manche et l'UC-IRSA ont souhaité recourir aux services d'un BET spécialisé.

Article 2. Présentation du mandataire du maître d'ouvrage

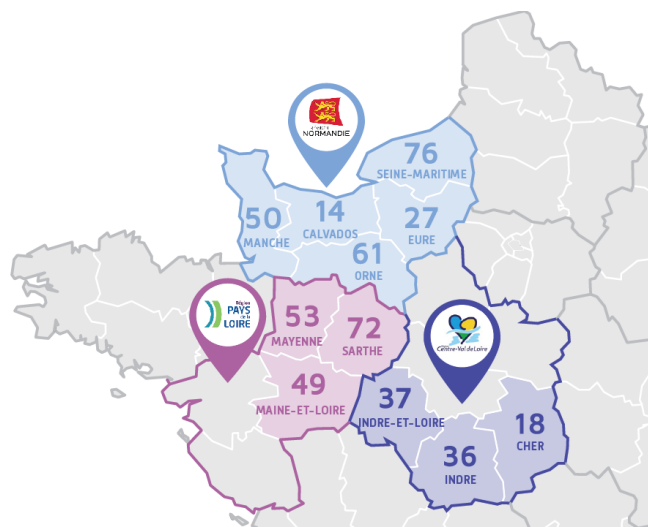
L'UC-IRSA est un ÉTABLISSEMENT DE L'ASSURANCE MALADIE et constitue un groupe inscrit dans le réseau national des centres d'exams de santé.

L'UC-IRSA est un Organisme de la Sécurité Sociale et partenaire essentiel et à part entière de l'assurance-maladie, l'Institut inter Régional pour la Santé pilote 12 centres d'exams de santé au sein desquels sont réalisés des exams de prévention en santé, pour le compte de douze CPAM réparties sur trois régions.

L'UC-IRSA est constituée d'équipes pluridisciplinaires et complémentaires composée de près de 260 personnes :

- Professionnels de santé
- Equipes administratives
- Personnels de laboratoire

Les activités réalisées par l'UC-IRSA sont multiples :





12 Centres d'exams de santé



Exams de Prévention en Santé

Autres actions de santé

Participation à la cohorte Constances

Calvados
Indre-et-Loire
Sarthe



CeGIDD*

Orne
Manche

CLAT**

Indre
Indre-et-Loire
Manche

Centres de vaccination

Cher
Indre

L'examen de prévention en Santé (EPS) est pris en charge à 100 % par l'Assurance Maladie et sans avance de frais, et il permet aux assurés du régime général de plus de 16 ans de :

- Faire le point sur leur santé en individuel ;
- Bénéficier d'actions de dépistage s'appuyant sur les recommandations actuelles ;
- S'inscrire ou se réinscrire dans un parcours de soins coordonné ;
- Bénéficier d'orientations dans le système de santé, pour des prises en charge médicales et/ou éducatives adaptées en concertation avec son médecin traitant.

Une attention particulière est portée aux populations en situation de précarité et au repérage ciblé des populations les plus à risque.

Ces examens apportent aux médecins traitants un soutien dans l'orientation vers des prises en charge spécifiques notamment éducatives.

Article 3. Objet du marché

Le présent accord-cadre a pour objet, une prestation de BET ventilation et sera complétée d'une mission acoustique, dans le cadre d'un projet de restructuration de locaux du siège social de la CPAM de la Manche en vue d'intégrer le Centre d'examen de santé de l'UC-IRSA.

Le présent marché de prestations intellectuelles est un marché à tranche ferme.

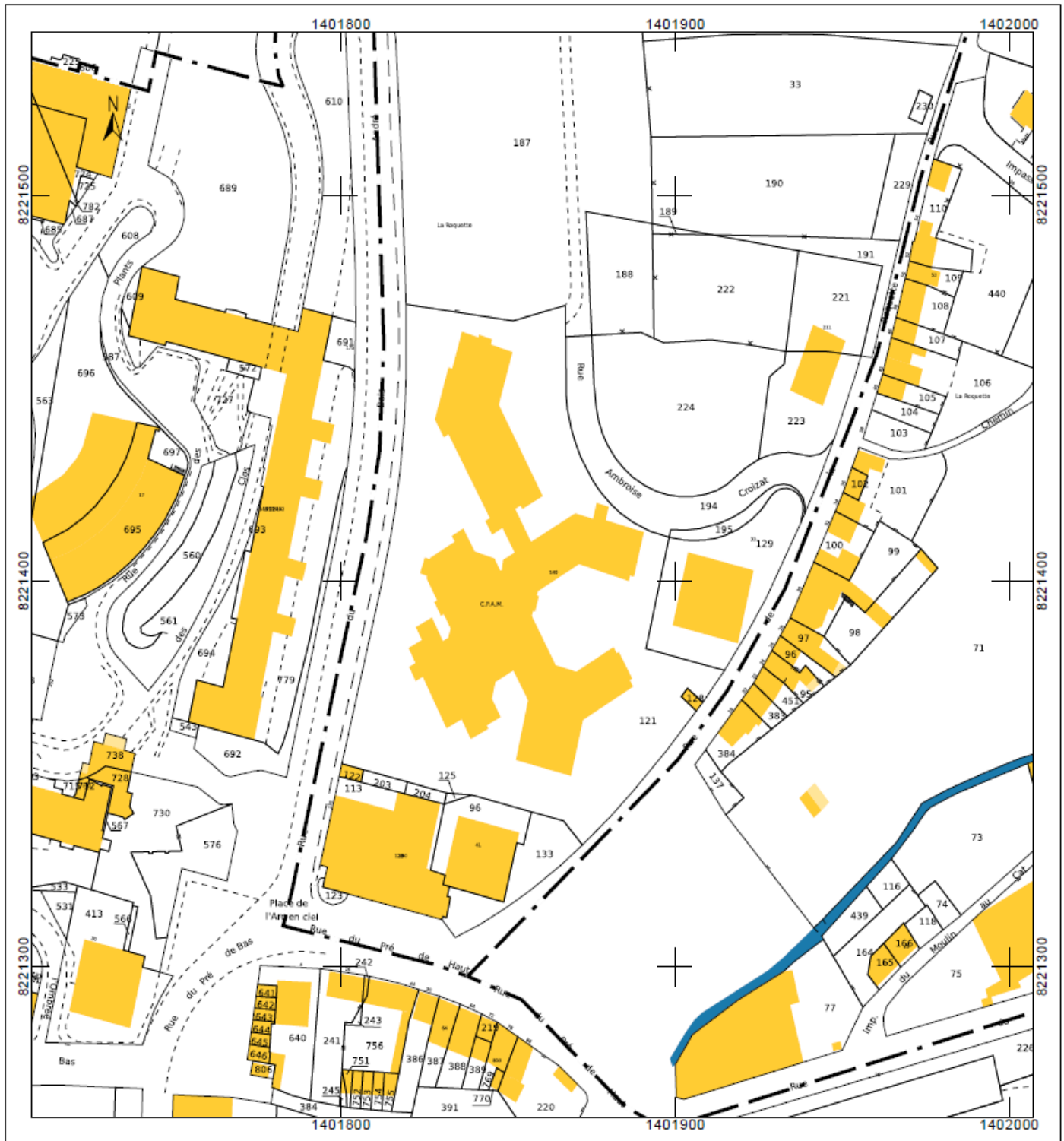
Les missions confiées au bureau d'étude sont détaillées plus loin dans le présent document. La prestation sera attribuée dans sa totalité à un prestataire unique ou à un groupement d'entreprise.

Article 4. Présentation du projet

La localisation des travaux se situe au siège social de la CPAM de la Manche, situé Montée du Bois André, 50000 Saint Lô.

La zone concernée par les travaux se situe dans un espace fraîchement récemment rénové.

Le site est situé sur la parcelle n°121 de l'extrait cadastral suivant.



Le bâtiment de la CPAM de Saint Lô a été conçu par l'architecte Eugène Leseney, construit en 1978. Il comprend 12 000 m² à R+4 avec 2 niveaux de sous-sol, bâti sur flanc de colline rocheuse.

Le site a subi de gros travaux entre 05/2023 et 07/2025 : désamiantage des menuiseries extérieures bois et remplacement par des ensembles menuisés en alu, réfection des faux-plafonds, isolation par l'intérieure, remplacement de l'éclairage, installation d'une VMC simple flux, remplacement des radiateurs, remplacement des revêtements de sol, désenfumage des cages d'escaliers.

La zone prévue pour les locaux UC-IRSA a été réceptionnée après achèvement des travaux le 17/12/2024. La garantie parfait achèvement court jusqu'au 16/12/2025.

L'aménagement pour l'UC-IRSA se fera au niveau d'une aile du bâtiment, sur 2 niveaux (R+1 et RDC), sur vide sanitaire partiel et situé tout près de la zone d'accueil du public, desservi par un cheminement accessibilité handicapé réalisé en 2018.

Les travaux se dérouleront dans une zone inoccupée et l'ouvrage à réaliser appartient à la catégorie d'ouvrages bâtiment en réutilisation ou réhabilitation.

Un dossier de photos des zones concernées par le réaménagement est joint en annexe 1 au présent CCTP.

Le projet respectera la réglementation en vigueur pour la zone de travaux traitée, en cohérence avec l'ensemble du bâtiment existant non modifié.

Les travaux n'ont pas vocation à modifier le classement actuel de l'établissement. Il est actuellement classé ERP de 5ème catégorie de type W.

Le projet respectera également la réglementation en vigueur relative à la loi sur le Handicap et l'accessibilité sur la zone concernée par les travaux.

Article 5. Étendue de la consultation

a. Mode de passation

Le présent marché est passé en application de de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique, du décret 2018-1075 du 03 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, du décret 2018-1225 du 24 décembre 2018 portant diverses mesures relatives aux contrats de la commande publique, des dispositions de l'arrêté du 19 juillet 2018, portant règlement sur les marchés des Organismes de Sécurité Sociale du Régime Général.

La procédure utilisée est celle de la procédure adaptée prévue au sens des articles R2123-1 1° et L2123-1 du Code de la Commande Publique.

b. Forme du marché

Le présent marché est un marché ordinaire de prestations intellectuelles (étude et exécution).

c. Durée du marché

La tranche ferme prend effet à compter de la date de notification du présent marché au Titulaire et s'achève à la fin du délai de garantie de parfait achèvement (prévue à l'article 44.1 du CCAG applicable aux marchés de travaux) ou, après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception ou les désordres constatés pendant le délai de garantie ne sont pas tous levés à la fin de cette période. Dans cette hypothèse l'achèvement de la mission intervient lors de la levée de la dernière réserve ou à la réparation du désordre.

Le marché ne fera pas l'objet de reconduction.

d. Intervenants extérieurs

Le Maître d'Ouvrage organise le marché pour ses besoins exclusifs.

Les autres intervenants dans le cadre de l'Opération sont :

- Le PRECI Normandie, qui assurera une mission d'Assistance à Maitrise d'Ouvrage (AMO) et une Mission d'Ordonnancement, Pilotage et Coordination (Mission OPC).
- Un Contrôleur technique ;

- Un Coordinateur de sécurité et de protection de la santé

Le contrôleur technique et le coordinateur sécurité et protection de la santé seront désignés ultérieurement et au plus tard à la notification du présent marché.

Un travail en commun entre l'ensemble des intervenant au projet (Bureau d'étude, MOA et intervenants extérieurs) sera nécessaire pour l'aboutissement final de ce projet.

i. Les missions de l'AMO

Dans le cadre de cette opération l'AMO sera chargé des missions suivantes :

- Aménagement intérieur (organisation des locaux, cloisonnement, reprises de revêtement de sol, de revêtement mural, de faux plafond, création ou reprise des réseaux sanitaire, etc.)
- Isolation intérieure et/ou extérieure
- Ouvertures en maçonnerie et création des ouvertures (si nécessaire)
- Ajout ou Remplacement des menuiseries attenantes au projet d'aménagement de locaux
- Réseau d'électricité courant fort et faible
- Sécurité incendie

ii. Les missions du contrôleur technique

Dans le cadre du présent marché, les missions du Contrôleur technique seront indiquées au plus tard en phase APD. L'intervention du Contrôleur technique se résumera à la réalisation des missions suivantes :

- La remise de ses observations concernant les études de conception du projet produites par le BET Ventilation et les études de conception du projet produites par l'assistance à maîtrise d'ouvrage ;
- L'émission de son avis à l'issue des mises au point avant la conclusion des marchés de travaux avec les attributaires pressentis, notamment au regard des modifications apportées au projet ;
- La remise de ses observations durant la phase d'exécution des marchés de travaux.

Les observations et les avis du contrôleur technique seront transmis au Maître d'Ouvrage et à l'AMO dans les meilleurs délais.

Il incombe au bureau d'étude, au titre des missions qui lui sont confiées et tout au long de leur exécution, tant en phase conception qu'exécution, de faire le nécessaire sans délai afin que les éventuels avis défavorables, réservés ou suspendus émanant du contrôleur technique deviennent des avis favorables purs et simples. Ceci constitue une obligation de résultat à la charge du bureau d'étude.

Il est ici précisé que la réception des travaux ne pourra intervenir que si le Maître d'Ouvrage est en possession d'un rapport final de Contrôle technique ne comprenant aucun avis défavorable, suspendu ou réservé.

Il appartient au bureau d'étude de veiller à l'obtention dans les délais requis des avis du Contrôleur technique et, en cas de défaillance ou de retard de ce dernier, de le signaler au Maître d'Ouvrage et à l'AMO.

iii. Les missions du Coordinateur sécurité et de protection de la santé

Le Coordinateur Sécurité et Protection de la Santé (CSPS) interviendra lors des phases d'études et d'exécution des travaux pour la réalisation de l'opération. Ainsi, le maître d'ouvrage doit se conformer aux obligations de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 modifiant les dispositions du code du travail applicable aux opérations de bâtiment et de génie civil en vue d'assurer la sécurité et de protéger la santé des travailleurs et à l'application des décrets n°94-1159 du 26 décembre 1994, n°95-543 du 4 mai 1995, n°95-607 et n°95-608 du 6 mai 1995, modifiés par les décrets n°2003-68 du 24 janvier 2003 et n°2008-244 du 7 mars 2008.

Pour permettre le respect de cette obligation, le bureau d'étude s'engage :

- A communiquer au maître d'Ouvrage et à l'AMO tout renseignement ou document, permettant le bon déroulement de la mission du CPSPS.
- A se conformer à tous stades de l'opération aux observations, mesures spécifiques et consignes d'exécution qui auront été émises par le CPSPS.

Article 6. Pièces contractuelles

Le présent marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante.

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG PI, les pièces contractuelles prévalent dans l'ordre ci-après :

Pièces particulières :

- Le présent cahier des clauses particulières (CCP) et son annexe 1
- La proposition technico financière du titulaire
- Les avenants, postérieurs à la notification du marché;

Pièces générales :

- Le code de la commande publique constitué de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code et du décret 2018-1075 du 03 décembre 2018 portant partie réglementaire du code
- L'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics
- Décret 2018-1225 du 24 décembre 2018 portant diverses mesures relatives aux contrats de la commande publique l'arrêté du 19 juillet 2018, portant règlement sur les marchés des Organismes de Sécurité Sociale du Régime Général
- Le règlement Européen sur la protection des données (RGPD) n°2016/679 du 27 avril 2016, entrée en vigueur le 25 mai 2018.
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021;
- Les normes, DTU, CCTG, avis techniques applicables aux prestations de l'opération en vigueur au premier jour du mois qui précède la date limite de réception des offres ;

Les candidats déclarent avoir pris connaissance des pièces générales bien qu'elles ne soient pas jointes au dossier de consultation.

Il est précisé que le (ou les) marché (s) de travaux seront soumis aux dispositions du CCAG applicable aux marchés publics de travaux approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

Le Bureau d'étude reconnaît avoir pris connaissance des dispositions de ce CCAG et s'engage au respect des obligations mises à sa charge dans celui-ci, sauf dérogations éventuelles énoncées dans le CCAP des marchés de travaux qui se substituerait alors aux dispositions de ce CCAG.

Toute clause, portée dans les tarifs du Bureau d'étude ou documentation quelconque et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives du marché, est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du Bureau d'étude sont concernées par cette disposition.

En cas de contradiction entre les clauses des différents documents contractuels du marché, la clause à retenir est celle figurant sur le document de priorité supérieure. L'original de chacun de ces documents, conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur, fait seule foi.

Article 7. Périmètre de la mission

i. Programme fonctionnel

Cet article souligne les besoins fonctionnels du maître d'ouvrage au bureau d'étude technique, lequel sera amené, après étude, à proposer un projet de travaux permettant de satisfaire les besoins.

La CPAM de la Manche veut réhabiliter une partie du Rez de chaussée et 1er étage du bâtiment principal de Saint Lô, afin de rapprocher le Centre d'Examen de Santé de l'UC-IRSA des services de la CPAM et redistribuer ainsi l'agencement des locaux dans ce cadre.

Seuls les paramètres fonctionnels de ventilation sont à prendre en compte dans le cadre de la mission du bureau d'étude.

Attendus de la mission confiée au bureau d'étude :

- 1- Analyser l'état initial du système de ventilation :
 - a. Relever les données actuelles de la VMC (débit d'extraction, emplacement des bouches, zonage).
 - b. Évaluer la couverture du système existant
- 2- Contrôler la capacité technique de l'installation actuelle au regard des travaux envisagés :
 - a. Vérifier le dimensionnement suffisant du réseau actuel
 - b. Délivrer un rapport d'expertise attestant de la compatibilité du réseau avec les travaux envisagés
 - c. Proposer des modifications le cas échéant pour assurer cette compatibilité en cas de réseau sous dimensionné.
- 3- Étudier l'impact de la nouvelle distribution de locaux :
 - a. Identifier comment les nouvelles cloisons modifient les flux d'air, les surpressions/dépressions, et les zones de stagnation potentielles
 - b. Vérifier que les futurs espaces cloisonnés ne seront pas privés d'extraction ou surventilés
 - c. Proposer des modifications d'équilibrage des débits d'air entre les zones
- 4- Redimensionnement et redistribution des bouches de ventilation
 - a. Déterminer le nouvel emplacement des bouches d'extraction (et d'éventuelles entrées d'air si besoin).
 - b. Ajouter ou déplacer des bouches pour respecter la réglementation en vigueur
 - c. Vérifier le respect des débits réglementaires
- 5- Mise à jour du DOE (Dossier des Ouvrages Exécutés)
 - a. Fournir des plans à jour du réseau de ventilation après modification
 - b. Joindre un rapport de dimensionnement et d'équilibrage pour les futurs contrôles réglementaires
- 6- Réalisation des essais, réglages et réception technique
 - a. Réaliser les mesures de débit et de pression une fois les travaux terminés
 - b. Vérifier la conformité aux seuils de renouvellement d'air exigés
 - c. Fournir un rapport de recette ou un PV de mise en service
- 7- Assister le maître d'ouvrage à la conformité réglementaire :
 - a. S'assurer du respect du Code du Travail en matière de ventilation des locaux.
 - b. Vérifier la compatibilité avec les exigences QAI (Qualité de l'Air Intérieur), notamment dans les ERP ou établissements recevant du public si c'est le cas.

ii. Orientations techniques

Il appartiendra au bureau d'étude technique de proposer, selon les stades du projet, différentes options techniques et propositions chiffrées afin que la maîtrise d'ouvrage puisse décider en toute connaissance de cause de l'orientation finale qu'elle aura à prendre pour satisfaire au mieux ses exigences de résultats.

Le bureau d'étude proposera des solutions de phasage en collaboration avec le maître d'ouvrage pour l'ensemble des travaux.

La mission du bureau d'étude comprendra les phases études et le suivi d'exécution (DIAG, APD, PRO-DCE, EXE, ACT, DET, AOR) ainsi que la réalisation des dossiers devant permettre au maître d'ouvrage d'obtenir les différentes autorisations administratives qui lui seront nécessaires pour engager les travaux relatifs à cette opération.

Afin de bien préserver la sécurité des personnes pendant toute la durée de l'opération, une mission de coordination SPS sera sollicitée. Un bureau de contrôle sera désigné pour les missions de contrôle technique.

Le bureau d'étude remettra le dossier technique (plans) sous le format Autocad.

iii. Missions confiées au bureau d'étude

Pour la réalisation de ses missions, la Maitrise d'Ouvrage fournira tous les documents en sa possession au bureau d'étude technique (DOE des installations existantes, plans). La mission globale est décrite ci-dessous :

- 1- Une phase **DIAG** incluant les visites de site nécessaires à la réalisation de la mission, permettant l'analyse de l'état initial du système de ventilation et la mise sur plans des réseaux de ventilation existants et projets, au format dwg et pdf.

Livrables attendus :

- Plans dwg et pdf des réseaux de ventilation du bâtiment, sur les deux niveaux
- Rapport d'expertise attestant de la compatibilité du réseau avec les travaux envisagés.

- 2- Une phase **APD** qui va permettre au bureau d'étude technique de :

- Vérifier la compatibilité du programme technique avec les contraintes du site ainsi qu'avec les différentes réglementations
- Examiner les possibilités et contraintes de raccordement au réseau existant
- Proposer les dispositions techniques pouvant être envisagées ainsi qu'éventuellement les performances techniques à atteindre
- Préciser un calendrier de réalisation et, le cas échéant, le découpage en tranches fonctionnelles
- Etablir une estimation provisoire du coût prévisionnel des travaux

Les études APD ont en outre pour objet de proposer une ou plusieurs solutions d'ensemble traduisant les éléments majeurs du programme fonctionnel et technique, d'en présenter les dispositions générales techniques envisagées et d'établir une estimation provisoire du coût prévisionnel des travaux des différentes solutions étudiées.

Dans le cadre de ces études d'APD, des réunions de concertation sont organisées avec le maître d'ouvrage où sont fournies des explications sur les options techniques et économiques proposées.

Les études d'avant-projet comprennent également l'établissement des dossiers et les consultations relevant de la compétence du bureau d'étude et, le cas échéant, nécessaires à l'obtention du permis de construire et des autres autorisations administratives, ainsi que l'assistance au maître d'ouvrage au cours de leur instruction

Livrables attendus :

- Plan de principe de démolition/modification/ajout des réseaux de ventilation, avant et après travaux,
- Plans et coupes de détails de faux-plafond avec l'intégration de tous les équipements techniques de ventilation, tracés unifilaires des réseaux et terminaux intérieurs/extérieurs de ventilation
- Rapport explicatif des dispositions et performances techniques et acoustiques proposées
- L'estimation du coût prévisionnel des travaux, en distinguant les travaux en plus et moins-value modifiant le périmètre travaux initial,
- Indication d'un délai global de réalisation de l'opération
- Descriptif détaillé et notice descriptive des matériaux proposés pour le lot ventilation,
- Notice explicative des conditions de maintenance et d'exploitation des ouvrages

- 3- Une phase **PRO-DCE** qui aura pour objet de :

- Déterminer l'implantation et l'encombrement de tous les équipements techniques,
- Préciser les tracés des alimentations et évacuations de tous les fluides et, en fonction du mode de dévolution des travaux, coordonner les informations et contraintes nécessaires à l'organisation spatiale des ouvrages,
- Décrire les ouvrages et établir les plans de repérage nécessaires à la compréhension du projet,
- Etablir un coût prévisionnel des travaux de ventilation, sur la base d'un avant métré,
- Permettre au maître d'ouvrage, au regard de cette évaluation, d'arrêter le coût prévisionnel de l'ouvrage et, par ailleurs, d'estimer les coûts de son exploitation,
- Déterminer le délai global de réalisation de l'ouvrage.

Livrables attendus :

- Plans de démolitions au 1/100e
- Plan de localisation des réservations importantes affectant les ouvrages de structure (indications des dimensionnements), des surcharges d'exploitation, des charges à porter pour les principaux ouvrages, des besoins principaux pour les fluides aux échelles adaptées, le cas échéant,
- Plans de principe de repérages et de calepinage des faux-plafonds incluant l'intégration de tous les équipements techniques de ventilation, au 1/50^e
- Plans et coupes de détails de faux-plafond avec l'intégration de tous les équipements techniques de ventilation, au 1/20^e
- Coupes ventilation avec indication des diamètres, sections, et altimétries,
- Plan électrique associé, le cas échéant, et schéma de distribution,
- Cahier des Charges Techniques Particulières : description détaillée, pour le lot ventilation, des ouvrages et spécifications techniques définissant les exigences qualitatives et fonctionnelles, la nature et les caractéristiques des ouvrages et des matériaux, les contraintes générales de mise en œuvre, les conditions d'essai et de réception, incluant les limites de prestations entre les différents lots, et les notes de calculs réglementaires,
- L'estimation définitive du coût des travaux
- La rédaction du DPGF Détail du Prix Global et Forfait

- 4- Une phase **ACT** : le bureau d'étude procèdera à l'analyse des offres du lot ventilation et la rédaction du rapport d'analyse associé,

Livrables attendus :

- Rapport d'analyse des offres

- 5- Le bureau d'étude assurera la mission **EXE**.

- 6- Une phase **DET** de suivi de l'opération de travaux pour le lot ventilation, qui consiste à

- S'assurer que les documents à produire par le ou les entrepreneurs, en application du ou des contrats de travaux, sont conformes aux dits contrats et ne comportent ni erreur, ni omission, ni contradiction normalement décelables par un homme de l'art,
- S'assurer que l'exécution des travaux est conforme aux prescriptions du ou des contrats de travaux, y compris le cas échéant, en ce qui concerne l'application effective d'un schéma directeur de la qualité, s'il en a été établi un,
- Vérifier les projets de décomptes mensuels ou les demandes d'avances présentés par le ou les entrepreneurs ; établir les états d'acomptes ; vérifier le projet de décompte final établi par l'entrepreneur et établir le décompte général,
- Donner un avis au maître d'ouvrage sur les réserves éventuellement formulées par l'entrepreneur en cours d'exécution des travaux et sur le décompte général, assister le maître d'ouvrage en cas de litige sur l'exécution ou le règlement des travaux, ainsi qu'instruire les mémoires en réclamation de ou des entreprises.

Tâches à effectuer :

- Participation aux réunions de chantiers
- Examen des documents complémentaires à produire par les entreprises, en application de leurs contrats
- Contrôle de la conformité des ouvrages aux prescriptions des contrats
- Etablissement de compte-rendu d'observation
- Synthèse des choix des matériaux, échantillons ou coloris à valider par le maître d'ouvrage
- Vérification des décomptes mensuels et finaux. Etablissement des états d'acompte
- Examen des devis de travaux complémentaires

- 7- Une phase **AOR** - la réception des travaux du lot ventilation :

L'assistance apportée au maître d'ouvrage lors des opérations de réception ainsi que pendant la période de garantie de parfait achèvement a pour objet :

- De valider par sondage des performances des installations,
- Organiser les réunions de contrôle de conformité,
- Proposer au Maître d'Ouvrage la réception des travaux,
- D'organiser les opérations préalables à la réception des travaux

- D'établir la liste des réserves éventuelles, direction des travaux de reprises nécessaires et suivi de la levée des réserves dans les délais définis
- De procéder à l'examen des désordres signalés par le maître d'ouvrage
- De constituer le dossier des ouvrages exécutés nécessaires à l'exploitation de l'ouvrage à partir des plans conformes à l'exécution remis par l'entrepreneur, des plans de récolement ainsi que des notices de fonctionnement et des prescriptions de maintenance des fournisseurs d'éléments d'équipement mise en œuvre

Durant la période de parfait achèvement, examen des désordres éventuels, signalés par la maîtrise d'ouvrage, intervenant, propositions au maître d'ouvrage pour remédier à ces désordres, suivi des interventions des entreprises pour remédier aux désordres constatés.

- 8- Le bureau d'étude devra prévoir la fourniture d'une attestation de conformité sur le niveau acoustique réglementaire des tourelles en toiture terrasse, et situés à proximité des bureaux du centre d'examen de santé de l'UC-IRSA (relevé acoustique après travaux, à l'intérieur et extérieur des locaux)

La mission OPC sera réalisée par le Preci Normandie.

Les documents à produire par le bureau d'étude dans un délai fixé, par le présent marché ou dans l'offre validée du titulaire, doivent être transmis par le bureau d'étude par tout moyen permettant d'attester de leur date de réception par le maître d'ouvrage.

i. Délais de réalisation

Le Bureau d'étude devra être réactif dans la réalisation des missions et dans la production des livrables attendus.

Les candidats devront préciser dans leur offre le calendrier d'exécution de la prestation, les délais de réalisation des différentes missions et de production des livrables attendus pour les différentes phases du projet lorsque ceux-ci ne sont pas prévus par les pièces de marché.

Ce calendrier devra être établi en prenant en compte les contraintes d'exécution suivantes :

Phase	Date limite *
Phase Diag	05 Janvier 2026
Réception de la mission PRO-DCE	16 février 2026
Début de la période de préparation des travaux avec les entreprises	14 Septembre 2026
Début des travaux	Le 05 Octobre 2026
Fin des travaux, période de levées de réserves incluse	Mars 2027

**Sous réserve de notification du marché aux dates précisées à l'article 4.c du règlement de consultation. En cas de report de la date de notification, les dates limites seront prolongées d'autant de jours que le décalage constaté.*

Article 8. Réalisation de prestations similaires

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de confier au titulaire, en application de l'article R. 2122-7 du code de la commande publique, des marchés de maîtrise d'œuvre ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre du présent marché dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence. La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

Article 9. Sous-traitance

Le maître d'œuvre ne pourra pas sous-traiter les prestations qui lui seront confiées.

Article 10. Obligations du titulaire

a. Obligations de résultat

Le Bureau d'étude s'oblige, dans le cadre d'une obligation de résultat envers le Maître d'Ouvrage :

- Au respect de l'ensemble des réglementations et règles de l'art applicables à l'opération ainsi qu'aux dispositions de toutes natures applicables à l'Opération et aux autorisations administratives délivrées.
- Au respect de la réglementation thermique pour améliorer la performance énergétique du patrimoine.
- Au respect de la réglementation acoustique. Il s'engage à mettre en œuvre les solutions architecturales et techniques pour obtenir les performances acoustiques correspondant aux exigences légales ou aux exigences des labels ou certifications voulues par le Maître d'Ouvrage

b. Obligations en matière d'emploi de salariés

Par la signature du Marché, le Bureau d'étude atteste sur l'honneur que le travail est réalisé avec des salariés employés régulièrement par lui au regard des articles L.1221-10, L.3243-2 et R.3243-1 du Code du travail d'une part et, qu'en cas d'emploi par le Titulaire de salariés de nationalité étrangère, ces derniers seront dans une situation régulière les autorisant à exercer une activité en France d'autre part.

En application des articles D.8254-2 et D.8254-4 du Code du travail, le Bureau d'étude s'engage, en outre, à remettre au Maître d'Ouvrage au jour de la conclusion du présent Marché, et tous les six (6) mois au cours de son exécution, la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et qui sont soumis à l'autorisation de travail mentionnée à l'article L.5221-2 du Code du travail, ladite liste précisant, pour chaque salarié du Bureau d'étude, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

À défaut, le Bureau d'étude s'engage à l'égard du Maître d'Ouvrage et ce, de manière irrévocable, à garantir ce dernier de toutes les conséquences liées au manquement des obligations susvisées.

En matière de protection de l'environnement, le Bureau d'étude est tenu :

- D'utiliser des moyens durables dans l'exercice de ses missions ;
- De prendre en compte cette considération dans l'élaboration de ses livrables mais aussi dans ses études pouvant avoir un impact sur l'exécution des travaux à réaliser dans le cadre de l'Opération.

c. Obligations en matière de qualification du personnel d'exécution

Pour l'exécution des prestations faisant l'objet du présent marché, le Bureau d'étude utilisera du personnel qualifié et compétent. Le Bureau d'étude a l'obligation de disposer d'un personnel en nombre suffisant et possédant les qualifications indispensables pour assurer la bonne exécution de l'ensemble des éléments de mission.

Le Bureau d'étude s'engage sur la pérennité de son équipe. En cas de défaillance d'une ou plusieurs personnes dédiées à l'exécution des éléments de mission, le Maître d'Ouvrage pourra exiger leur remplacement immédiat et, le cas échéant, interrompre la mission du Bureau d'étude, sans aucune indemnité

Article 11. Modalités de règlement des comptes

a. Mode d'établissement du prix

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques définies ci-après.

b. Nature du prix

Les prestations faisant l'objet du présent marché seront réglées, comme précisé à l'acte d'engagement, par des prix globaux et forfaitaires dont le libellé est détaillé à l'état des prix forfaitaires.

c. Contenu des prix

En complément de l'article 10.1.3 du Cahier des Clauses Administratives Générales Prestations Intellectuelles (CCAG PI), les précisions suivantes sont apportées en matière de contenu des prix : En cas de cotraitance conjointe ou solidaire, les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectuées par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ses défaillances.

Le prix du marché inclut la rémunération forfaitaire du titulaire au titre de la cession des droits de propriété intellectuelle.

d. Forme et variation du prix

Le présent marché est passé à prix ferme, non actualisable.

e. Modalités de paiement

i. Echancier de paiement des acomptes

Les règlements des éléments de mission s'effectueront sous forme d'acomptes après validation de chaque mission du projet dont le montant sera fixé dans l'offre du candidat. Le pourcentage servant de base au calcul de chaque demande de paiement d'acompte devra avoir obtenu l'accord du maître d'ouvrage ou de son représentant sur la base du descriptif des prestations effectuées et de leur montant produit par le titulaire.

La périodicité des acomptes est ainsi définie pour chaque élément ou groupe de missions :

Elément de mission	Périodicité de versement des acomptes
DIAG	• 100% l'achèvement total de la mission et validation de celle-ci par le maître d'ouvrage
APD	• 100% l'achèvement total de la mission et validation de celle-ci par le maître d'ouvrage
PRO / DCE	• 100% l'achèvement total de la mission et validation de celle-ci par le maître d'ouvrage
ACT	• 100% l'achèvement total de la mission et validation de celle-ci par le maître
EXE	• 100% l'achèvement total de la mission et validation de celle-ci par le maître d'ouvrage
DET	• 85% en fonction de l'avancement des travaux, prenant la forme d'acompte mensuel au prorata du délai d'exécution des travaux • 15% A la date de l'accusé de réception, par le maître d'ouvrage du projet de décompte final et après traitement des réclamations éventuelles des entreprises
AOR / GPA	• 30% A l'issue des opérations préalablement à la réception • 40% à la remise du DOE • 30% A l'achèvement des levées de réserves

ii. Demandes d'acomptes

Le règlement des sommes dues au maître d'œuvre fera l'objet d'acomptes calculés à partir de la différence entre deux décomptes successifs. Chaque décompte sera lui-même établi à partir d'un état, dans les conditions ci-après définies. Cette demande d'acompte est transmise au maître d'ouvrage, par tout moyen permettant de donner date certaine

iii. Décompte périodique

En complément des dispositions de l'article 11 du CCAG PI, le décompte périodique est daté et comporte, selon le cas :

- Les références du marché;

- Le montant des prestations reçues, établi conformément aux stipulations du marché, hors tva et, le cas échéant, diminué des réfections le cas échéant ou le montant des prestations correspondant à la période en cause ;
- La décomposition des prix forfaitaires et le détail des prix unitaires ;
- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- Le cas échéant, les indemnités, primes et retenues ;
- Les pénalités éventuelles pour retard ;
- Le montant de la tva ;
- Le montant ttc.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de compléter ou de rectifier les demandes de paiement d'acompte qui comporteraient des erreurs ou seraient incomplètes. Dans ce cas, il doit notifier au titulaire la demande de paiement rectifiée

iv. Décompte général, paiement pour solde, paiement partiel définitif

La demande de paiement du solde est établie, conformément aux dispositions ci-dessus et à l'article 11.8 du CCAG PI par le titulaire, dans un délai de 45 jours à compter de l'achèvement de sa mission constaté dans les conditions définies ci-après.

Le Bureau d'étude transmet le décompte pour solde qui comporte les parties suivantes :

- Un récapitulatif des acomptes et/ou règlements partiels définitifs perçus pour l'ensemble des prestations du marché ;
- Le cas échéant, une demande de paiement correspondant :
 - Aux sommes dues le dernier mois d'exécution, si le titulaire n'a pas produit une demande d'acompte pour ces prestations ;
 - Au solde du marché.

Le décompte pour solde du marché est vérifié par le maître d'ouvrage qui se réserve le droit de compléter ou de rectifier le décompte pour solde qui comporterait des erreurs ou serait incomplet. En cas de modification du décompte remis par le titulaire, Le maître de l'ouvrage ou son représentant notifie le décompte rectifié au titulaire avant de procéder au paiement du solde.

Le maître de l'ouvrage règle au titulaire les sommes qu'il admet dans le délai fixé dans l'acte d'engagement.

Toute réclamation du titulaire sur le décompte général qui lui est notifié doit être présentée par le titulaire dans un délai de deux mois à compter de cette notification. Passé ce délai, le titulaire est réputé avoir accepté le décompte.

f. Modalités de règlement en cas de groupement

En cas de cotraitance, seul le mandataire du groupement du bureau d'étude est habilité à présenter les décomptes périodiques et le projet de décompte général et à accepter le décompte général.

La rémunération du mandataire pour ses fonctions de coordination éventuellement fixée dans l'acte d'engagement lui sera versée proportionnellement aux sommes réglées aux autres cotraitants. Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet au maître d'ouvrage, la répartition des paiements pour chacun des cotraitants. L'acceptation d'un règlement à chacun des cotraitants solidaires ne saurait remettre en cause la solidarité des cotraitants.

g. Facturation

En application des dispositions de l'article L 2192-3 et L 2392-3 du code de la commande publique, le titulaire est invité, si possible, à privilégier la transmission des factures sous forme électronique. Le titulaire transmet ses demandes de paiement par e-mail à la CPAM de la Manche pour vérification, puis, après validation des demandes de paiement par le maître d'ouvrage, le titulaire les dépose sur CHORUS PRO. Pour ce faire, le titulaire doit utiliser la solution informatique gratuite et sécurisée mise à sa disposition, le portail public de facturation dénommé Chorus Pro, accessible depuis l'adresse <https://chorus-pro.gouv.fr>

Ainsi, le titulaire devra, pour pouvoir déposer ses factures, renseigner les champs suivants dans l'outil :

- Le n° de SIRET de la CPAM de la Manche : 780 915 864 00026
- Le numéro d'engagement : Trvx-Irsa-StLo.
- Le code service : SGIL

Nota : le dispositif décrit ci-après s'impose également à ses éventuels sous-traitants admis au paiement.

Les demandes de paiement devront être adressées à :

CPAM de la manche
Service Gestion Immobilière et Logistique
Montée du Bois André
50012 Saint Lô Cedex

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-PI

Les demandes de paiement seront établies selon les conditions prévues à l'article 11.3 du CCAG-PI et portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du créancier ;
- Sa référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers et son numéro Siret ;
- Le numéro du compte bancaire ou postal à utiliser pour le paiement ;
- Le numéro du marché ;
- Le numéro du bon de commande concerné par la facturation (si concerné);
- La désignation de l'organisme débiteur ;
- La date ou la période d'exécution des prestations ;
- Les prestations admises ;
- Les montants et taux de tva légalement applicables ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché ;
- Le montant total TTC des prestations exécutées ;
- La date de facturation ;

Chaque facture sera transmise, déduction faite de toutes les pénalités qui auront été émises. Si la facture n'est pas conforme, elle sera retournée au candidat afin qu'il la remette en conformité avec le marché.

Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au jour de la prestation. Le bureau d'étude n'est autorisé à facturer aucun frais supplémentaire.

Le pouvoir adjudicateur accepte ou refuse la facture. En cas de refus par le pouvoir adjudicateur, le titulaire la complète éventuellement en faisant apparaître les pénalités imposées ou toute mention erronée ou absente.

h. Pénalités

Les documents à produire par le titulaire dans un délai fixé par le présent marché doivent être transmis par le titulaire par tout moyen permettant d'attester de leur date de réception par le maître d'ouvrage.

L'acte d'engagement fixe les délais d'établissement des documents d'études, ainsi que leur point de départ.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG PI, en cas de retard dans la remise des livrables attendus, le maître d'œuvre subira sur ses créances, des pénalités dont le montant, par jour calendaire de retard, est fixé en prix de base hors TVA, hors variation de prix, de l'élément de mission concernée :

Mission	Montant	Base d'application
<ul style="list-style-type: none"> • DIAG • APD 	4,5/1000	Sur le forfait de rémunération global
<ul style="list-style-type: none"> • PRO-DCE • A.C.T. • D.E.T. • E.X.E • A.O.R. / GPA 	8/1000	

Pénalités pour absence aux diverses réunions

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG Prestations intellectuelles, en cas d'absence aux diverses réunions programmées, le maître d'œuvre encourt des pénalités dont le montant est fixé, à 50 euros.

Pénalité pour travail dissimulé :

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié : 10 % du montant TTC du marché. (Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé)

Article 12. Engagement sur cout des travaux

a. Engagement sur le coût prévisionnel des travaux à l'issue de la phase études

L'engagement du bureau d'étude intervient à l'issue de l'APD sur la base de l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux.

Le seuil de tolérance est égal à 6 %.

Le respect de cet engagement est contrôlé à l'issue de la consultation initiale des entreprises de travaux, sur la base du montant des offres remises par les entreprises et retenues par le maître d'ouvrage.

Pour permettre la comparaison entre le coût prévisionnel arrêté des travaux et le coût résultant de la consultation des entreprises, les montants des marchés de travaux et le coût prévisionnel seront ramenés à la date du mois Mo (Mois de remise des offres) par utilisation des index BT41 – ventilation et conditionnement d'air.

Ce coefficient de réajustement sera arrondi au millième supérieur.

En cas de dépassement du seuil de tolérance (outre les dispositions de l'article « Non-respect des engagements sur coûts de travaux en phase études »), le maître d'ouvrage peut demander par ordre de service au maître d'œuvre la reprise des études pour aboutir à un nouveau dossier de consultation des entreprises ou à une nouvelle base de négociation devant conduire à une offre respectant le seuil de tolérance, sans rémunération supplémentaire.

A défaut du respect de ces engagements, le contrat du bureau d'étude peut être résilié dans les conditions définies dans le présent CCP.

b. Engagement sur le coût des contrats de travaux

Lorsque la mission confiée au maître d'œuvre comporte la direction de l'exécution du contrat de travaux et l'assistance lors des opérations de réception, le seuil de tolérance est fixé à 3 %.

Le respect de l'engagement du bureau d'étude est contrôlé après exécution complète des travaux nécessaires à la réalisation de l'ouvrage. Le montant des dépenses de travaux résulte des décomptes généraux des marchés et factures émises par les entreprises pour la réalisation de l'opération.

La comparaison entre le coût résultant des marchés initiaux signés et le coût constaté à la fin des travaux s'effectuera en valeur de base des marchés de travaux HT (Mois Mo travaux hors révision, pénalités, primes, etc. et TVA).

Si l'écart excède le seuil de tolérance ci-dessus, la rémunération du bureau d'étude pourra être réduite par application d'une pénalité, dont le calcul sera proposé par le Maître d'ouvrage au Bureau d'étude. La pénalité ne pourra excéder 15 % du montant de sa mission.

c. Modification du coût prévisionnel des travaux sans modification de la consistance du projet

Ce cas peut se produire, si surviennent certaines difficultés, au cours de la réalisation des travaux, ainsi : lorsqu'une entreprise cesse son activité et doit être remplacée. Il en résulte souvent que l'estimation prévisionnelle du coût des travaux restant à exécuter devient supérieure à ce qu'elle aurait été si l'entreprise défaillante avait terminé le chantier. Le maître d'œuvre ne sera pas pénalisé de ce fait, mais il devra, si nécessaire, remanier les dossiers, sans modification du forfait de rémunération initial.

Article 13. Assistance due par le titulaire du marché

Le bureau d'étude s'engage à apporter au maître de l'ouvrage l'assistance indispensable à l'exercice des droits concédés pendant toute la durée de construction de l'ouvrage et jusqu'à la levée de la dernière des réserves par dérogation aux articles 35.1 du CCAG PI.

Le maître de l'ouvrage pourra solliciter le titulaire pour tout conseil technique relatif aux études qu'il a réalisé mais également pourra lui demander d'apporter son concours aux entreprises de bâtiments pour toute question, assistance technique et/ou transfert de compétence dans le cadre de la construction de l'ouvrage.

Cette assistance est incluse dans le prix du marché et ne pourra faire l'objet d'aucune rémunération supplémentaire.

Article 14. Achèvement des prestations ou missions

Le maître d'ouvrage ou son représentant procèdera à la réception des documents produits par le bureau d'étude dans les délais définis dans l'acte d'engagement par dérogation à l'article 28.2 du CCAG PI.

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG PI, Le maître de l'ouvrage n'a pas à aviser le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications des éléments remis pour acceptation.

L'absence de réponse du maître d'ouvrage ou de son représentant dans les délais ci-dessus vaut acceptation des documents.

Sauf la réserve énoncée ci-dessous, la mission du bureau d'étude s'achève à la fin du délai de garantie de parfait achèvement (prévue à l'article 44.1 du CCAG applicable aux marchés de travaux) ou, après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception ou les désordres constatés pendant le délai de garantie ne sont pas tous levés à la fin de cette période. Dans cette hypothèse l'achèvement de la mission intervient lors de la levée de la dernière réserve ou à la réparation du désordre.

En cas de pluralité de délais de garantie de parfait achèvement, la mission du bureau d'étude s'achève à l'expiration du dernier délai de garantie de parfait achèvement sauf prolongation de ce délai ou levée de réserves postérieures à son expiration. Dans cette hypothèse, l'achèvement de la mission intervient lors de la dernière levée des réserves.

La mission du bureau d'étude se prolongera au-delà de la date d'achèvement définie ci-dessus, en cas de réclamation formulée par les titulaires des marchés de travaux sur leur décompte général jusqu'à la résolution amiable ou contentieuse du différend. Le bureau d'étude assiste le maître d'ouvrage sur toutes les réclamations formulées.

L'achèvement de la mission fait l'objet d'une décision du maître d'ouvrage ou de son représentant, dans les conditions de l'article 29 du CCAG PI, constatant que le titulaire a rempli ses obligations, dans un délai de deux mois à compter de cet achèvement. L'absence de décision dans ce délai vaut réception des prestations.

Article 15. Assurances

Assurance de Responsabilité civile professionnelle

Le titulaire unique du contrat ou chacun des cotraitants en cas de groupement doit justifier au moyen d'une attestation de son assureur portant mention de l'étendue de la garantie au moment de la consultation, puis en cours d'exécution des prestations si le contrat dure plus d'une année, qu'il est titulaire d'une assurance de responsabilité civile contractée auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable, garantissant l'intégralité des conséquences pécuniaires des responsabilités pouvant lui incomber à quelque titre que ce soit, à raison des dommages corporels, matériels et/ou immatériels consécutifs ou non causés aux tiers, y compris la maîtrise d'ouvrage du fait ou à l'occasion de la réalisation des prestations objet du présent marché.

Cette garantie sera maintenue en vigueur pendant toute la durée d'exécution du contrat et le titulaire unique du contrat ou chacun des cotraitants devra en justifier à chaque échéance annuelle ainsi que du paiement de la prime.

Assurances des travaux

Le maître d'ouvrage n'a pas prévu de souscrire une police tous risques chantier, mais en revanche, la souscription d'une police dommages ouvrages est prévue.

Article 16. Résiliation

Les dispositions des articles 36 à 42 du Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) Prestations intellectuelles (PI) sont applicables au présent marché auxquelles s'ajoute la disposition suivante.

Résiliation du fait d'un dépassement du coût prévisionnel

Dans le cas où le bureau d'étude s'avèrerait incapable de concevoir un projet pouvant faire l'objet de marché de travaux traité dans les limites du coût prévisionnel assorti du taux de tolérance visé à l'article Engagement sur coût des Travaux du présent CCP, le marché pourra être résilié par le maître d'ouvrage dans les conditions définies au présent article Résiliation. Il en est de même, dans le cas d'un marché déclaré infructueux, lorsque le bureau d'étude ne pourrait mener à bien les études ou négociations permettant la dévolution des marchés dans les limites du coût prévisionnel.

Article 17. Réglementation et textes applicables

Le présent document ne recense pas expressément toutes les réglementations applicables à cette opération considérant que l'équipe de maîtrise d'œuvre est à même de connaître et de respecter dans le cadre de la responsabilité du concepteur toutes les normes et contraintes en matière de sécurité incendie, d'accessibilité, de constructions, etc.

Les travaux seront exécutés conformément aux règles professionnelles, aux règles de l'art et à la réglementation française telle qu'elle se trouvera être en vigueur un mois avant la date d'établissement de l'offre. En particulier, les travaux seront conformes aux prescriptions techniques contenues dans les lois, décrets, arrêtés et circulaires applicables en France, ainsi que dans les cahiers des clauses techniques générales, les documents techniques unifiés (DTU), le cahier des charges, le cahier des clauses techniques générales, cahier des clauses techniques particulières, mémento), les normes françaises homologuées ou normes européennes homologuées en France, les avis techniques, etc.

Les produits mis en œuvre seront tous de marque reconnue, de premier choix. Ce seront des produits neufs, munis d'un marquage de type CE ou NF.

Article 18. Planning, langue

L'offre du bureau d'étude et son planning, validée par la CPAM de la Manche, fixe les délais d'établissement des documents d'études, ainsi que leur point de départ.

Les travaux devront être réalisés et réceptionnés au cours du dernier trimestre 2026 au plus tard. Les délais d'exécution des missions confiées au bureau d'étude seront fixés dans l'acte d'engagement.

L'ensemble des documents devront être rédigés en langue française. Toutes les réunions, y compris les réunions de chantier se tiendront en langue française.

Article 19. Développement durable

Conformément à l'article L.3 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur intègre les principes du développement durable dans la définition et l'exécution de ses marchés.

Même si l'estimation financière de la prestation est modeste, elle contribue aux engagements de la CPAM de la Manche en matière de responsabilité sociale et environnementale.

À ce titre, deux engagements à caractère non contraignant sont proposés dans le CCP :

- Une incitation à intégrer des solutions techniques durables et économes en énergie ;
- Une sensibilisation à la lutte contre les exclusions par l'emploi.

1. Sur le plan environnemental

Le titulaire veillera, dans la mesure du possible, à intégrer dans ses préconisations des solutions contribuant à la performance énergétique des bâtiments, à la réduction de l'empreinte carbone, et à l'amélioration de la qualité de l'air intérieur.

Il est encouragé à proposer des solutions techniques économes en énergie, faciles d'entretien, et utilisant des équipements durables.

2. Sur le plan social

Le titulaire est invité à favoriser, dans la mesure de ses moyens, l'emploi de personnes rencontrant des difficultés particulières d'accès à l'emploi, notamment les demandeurs d'emploi de longue durée, les jeunes sans qualification, ou les personnes en situation de handicap.

Cet engagement est incitatif et ne conditionne ni l'attribution ni l'exécution financière du marché.

Article 20. Confidentialité

Les informations et renseignements fournis par la CPAM de la Manche sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du Nouveau Code Pénal).

En conséquence, le Titulaire s'engage à respecter de façon absolue cette obligation et à la faire respecter par son personnel.

Un engagement contractuel de confidentialité sera signé avec le(s) Titulaire(s).

Un livret de sécurité sera également transmis au(x) Titulaire(s). Celui-ci, par la réception de ce livret, s'engage à le respecter et à le diffuser à l'ensemble de son personnel affecté au présent marché.

Article 21. Protection des données personnelles

L'exécution du présent marché pourrait engager le traitement de données à caractère personnel.

En l'espèce, les Parties à la présente convention s'engagent à respecter, en ce qui les concerne, les dispositions du Règlement (UE) 2016-679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et celles de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés. Si l'évolution du marché engage le traitement de données à caractère personnel au sens de l'article du RGPD, les Parties s'engagent à annexer au présent marché toute la documentation nécessaire à la description du traitement et aux obligations liées au RGPD et à la loi Informatique et Libertés au sein du PAQ.

Ainsi, le Bureau d'étude, titulaire s'engage à :

- Prendre les mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du RGPD (exemple : niveau de sécurité adapté, afin de garantir l'intégrité ou la confidentialité des données ; Article 32 du RGPD) et garantisse la protection des droits des personnes ;
- Ne traiter les informations que conformément aux instructions de du maitre d'ouvrage, y compris en ce qui concerne les transferts de données en dehors de l'Union Européenne (si le maitre d'ouvrage l'y a préalablement autorisé) ;
- Veiller, à ce que le personnel traitant les données soit tenu à la confidentialité ou soit soumis à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
- Apporter de l'aide au maitre d'ouvrage, en fonction de la nature du traitement, pour qu'il s'acquitte de l'ensemble de ses obligations (obligations vis-à-vis des droits des personnes concernées, de la sécurité du traitement, etc. ;) ;
- Prendre toutes les mesures informatiques nécessaires assurant une protection adéquate des données traitées pour le compte du maitre d'ouvrage;
- Mettre à disposition de l'UC-IRSA toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect de ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections et contribuer à ces audits ;
- Informer au plus tard dans les 48 heures le maitre d'ouvrage de toute suspicion de violation de données à caractère personnel accidentelle ou non et de tout manquement à la réglementation applicable en matière de protection des données à caractère personnel ;
- Notifier au maitre d'ouvrage, toute violation de données que vous traitez pour son compte dans les 48 heures après en avoir pris connaissance afin qu'elle puisse respecter ses obligations (Article 33 RGPD);
- Tenir un registre de toutes les catégories d'activité de traitement effectuées pour le compte du maitre d'ouvrage (Article 30.2 RGPD).

Dans l'hypothèse où le Titulaire aurait lui-même recours à de la sous-traitance pour une ou diverses missions que le maitre d'ouvrage lui aurait confiées, et sous réserve qu'elle l'ait préalablement et formellement autorisée, le maitre d'ouvrage rappelle que lesdits sous-traitants sont tenus aux mêmes obligations précitées.

Le Titulaire demeure cependant pleinement responsable de l'inexécution de leurs obligations.

Le maitre d'ouvrage s'engage à :

- Fournir toute la documentation nécessaire à l'exercice de la mission déléguée au Titulaire ;
- Informer le Titulaire de toute information pouvant impacter sa mission ;
- Faire évoluer la relation partenariale en fonction des besoins et des bonnes pratiques identifiées.
- Ces dispositions ne remettent aucunement en cause l'ensemble des obligations contractuelles spécifiées au sein du marché qui lie le Titulaire au maitre d'ouvrage et notamment celles relatives.
- Au sort des données que traite le Titulaire pour le compte du maitre d'ouvrage (suppression, destruction, retransmission de ces données) ;
- Aux règles relatives à la confidentialité ;
- Aux conditions de sécurité précisées au sein d'un plan d'assurance sécurité (PAS).

Ainsi, sur demande du maitre d'ouvrage, le Titulaire doit être en mesure de fournir l'avancée des mesures mises en place afin de se conformer à cette réglementation ainsi que les coordonnées du délégué à la protection des données (DPO) (Article. 37 RGPD).

Chaque des parties, s'engage par ailleurs à communiquer les coordonnées de contact de son délégué à la protection des données (DPO) et à tenir à jour la documentation nécessaire à la preuve de la conformité du traitement (registre des traitements, étude d'impact si nécessaire).

Article 22. Archivage

Le Bureau d'étude s'engage à conserver dans ses archives, pendant dix (10) ans au moins après la levée des réserves et pendant la durée des éventuelles procédures, un dossier complet « conforme à l'exécution », ainsi que les dossiers conformes à ceux déposés auprès de l'administration pour l'obtention des autorisations administratives.

Article 23. Différends et litiges

Pour le règlement des litiges, il sera fait application de l'article R2197 du code de la commande publique. L'instance chargée des procédures de recours est le :

Tribunal judiciaire de Coutances
10a rue du palais de justice CS 40719
50207 Coutances

Article 24. Dérogations au CCAG applicable

Le présent marché déroge aux CCAG-PI notamment sur les articles suivants :

Article du CCAG auquel il est dérogé	Article du marché
4.1 et 4.2	Pièces contractuelles Article 6
14.1	Pénalités Article 11.h
28.4.2	Pénalités Article 11.h
28.2	Réception des documents Article 14
35.1	Assistance due par le titulaire du marché Article 13
39,41.3 et 41.5	Résiliation aux torts du titulaire Article 16